

**Point de vue autochtone sur la gestion de la forêt
Micmac de Gespeg**

**présenté à la commission d'étude sur
la gestion des forêts publiques du Québec**

Par :
Kevin Langlois , conseiller bande de Gespeg
Yvan Gagnon, responsable foresterie

La bande Micmac de Gespeg est une communauté autochtone dont le territoire ancestral constitue la pointe de la péninsule gaspésienne. Historiquement les Micmac ont été les premiers à rencontrer les conquérants européens. Actuellement aucun territoire ou réserve n'est reconnu, par les gouvernements, appartenir à la communauté de Gespeg.

La forêt constitue traditionnellement pour la bande de Gespeg comme pour la plupart des communautés autochtone une ressource primordiale, voir un milieu de vie. Dans son principe commun le respect de la forêt et son utilisation harmonieuse sont au centre des intérêts autochtones, cela assurant leur présence depuis des millénaires.

Les trois points suivants sont présentés sommairement et ne prétendent pas rejoindre l'ensemble de la problématique et des opinions autochtones en matière de gestion des ressources du milieu forestier.

- 1- Reconnaissance des droits et difficultés d'accès pour les autochtones aux ressources forestières.
- 2- La protection du territoire.
- 3- Les consultations obligatoires découlant de la modification de la loi sur les forêts.

Reconnaissance des droits et difficultés d'accès pour les autochtones aux ressources forestières

Au niveau des ressources forestières, les droits des premières nations ne sont reconnus par aucune réglementation du MRNFP. Certains usages traditionnels Micmac tels que la cueillette de frêne noir sont tolérés sans plus.

Il est donc important qu'un cadre légal et réglementaire soit introduit pour l'exercice des droits et l'accès à l'ensemble des ressources forestières. Compte tenu du retard en développement économique basé sur la forêt, ce cadre devrait permettre le plein exercice des droits suivants :

- la récolte à des fins culturelles et d'artisanat traditionnel (ex. frêne noir);
- la cueillette à des fins domestiques (ex. bois de chauffage);
- l'accès commercial à la forêt pour fins de développement économique sur Réserve, par CAAF ou CAF, devrait être prioritaire à toute nouvelle allocation à des industries forestières.

Bien que les gouvernants expriment des discours réparateurs sur l'accès aux ressources du milieu forestiers pour les communautés autochtones, dans la pratique cela se traduit en rien pour Gespeg.

Par exemple depuis près de trois ans la bande de Gespeg attend la livraison d'une Convention d'aménagement forestier.

En octobre 2001 Les représentants de la communauté de Gespeg ont rencontré, la table des maires de la MRC de la côte de Gaspé qui possèdent une Convention d'aménagement forestière (CvAF) pour les lots intras municipaux de la MRC. Cette CvAF est constituée de lots épars avec quelques blocs de 4 à 5 lots contigus dont la superficie totale approximative est de 2000 ha.

Comme les micmacs de Gespeg avaient quelques aménagements sur les lots, le préfet de la MRC a exprimé clairement l'intention de se départir de la CvAF aux bénéfices de la Bande de Gespeg. Laquelle intention fut réitérer à deux reprises pendant dans les deux dernières années par des résolutions du conseil des maires de la MRC.

Malgré de nombreuses démarches, au moins deux engagements ministériels, une tonne de paperasse, à ce jour la bande de Gespeg n'a aucune idée de l'aboutissement de ce dossier.

Les bénéficiaires de CAAF récoltent dans le territoire forestier ancestral de Gespeg plus de 400 000 m³ de bois annuellement. La CvAF représente plus ou moins 2 000m³ de possibilité forestière. Et il ne faut pas croire que la CvAF de 2 000 ha permettra à la Bande de Gespeg un développement économique viable. Cependant l'accès à des matériaux (écorces, plantes) pour la fabrication d'artisanats sera légalement possible.

La protection du territoire

Les Micmacs, de par leurs activités traditionnelles, ont des préoccupations importantes quant à l'utilisation des ressources forestières par les compagnies et par les utilisateurs, qu'ils soient récréatifs, chasseurs ou autres. La cohabitation avec ces groupes ne se fait pas toujours en harmonie. Les communications et échanges qui se font dans le cadre des comités techniques contribuent positivement à la compréhension mutuelle. Cependant la présence des autochtones aux tables de consultation est restreinte.

Citons par exemple la table de Gestion intégrée des ressources forestières de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine GIRGIM. A cette table de concertation on retrouve les industrielles, les ministères, les gestionnaires de forêt privées et autres. Aucun autochtone n'a été invité.

Parmi les zones de protection les plus sensibles pour les autochtones en Gaspésie, nous notons :

- le corridor des Rivières à Saumon
- les « plateaux » humides
- les sites de plantes médicinales
- les secteurs historiques et culturels

La Nation autochtone Micmac souhaite la mise en place des normes et certifications environnementales, ils pressent le MRNFP d'agir en ce sens. Les normes environnementales ont au moins l'avantage de reconnaître la présence des communautés autochtones comme essentielles à la mise en place d'un développement durable.

Les consultations obligatoires découlant de la modification de la loi sur les forêts

Le plus souvent les consultations sont imposées par divers ministères, entreprises et groupes qui veulent le consentement des premières Nations et conclure des ententes sans que l'essence même de cette nécessité de consultation ne soit correctement adressée.

Le fait, de ne pas répondre à une demande de consultation ne devrait pas être interprété comme un consentement. Le silence ne peut être considéré comme un renoncement à ses droits. Le jargon scientifique que doivent s'approprier les représentants autochtones lors des consultations représente une barrière à la consultation même. Enfin les demandeurs doivent être soucieux du lien sacré qui unit les autochtones à la forêt, ainsi que des perceptions culturelles qui en découlent.

Le principal obstacle rencontré par les communautés autochtone est le manque de ressources humaines spécialisées pour analyser et traduire les demandes de consultations. Ainsi l'obligation de consulter les communautés autochtones doit être supportée par la disponibilité des ressources nécessaires.

Welta'sualualet